

Commune de SAINT-ELOI DE FOURQUES

Département de l'Eure

Juin 2009

PIECE N°1-1: Annexes à la Note de présentation



Révision de la Carte communale

Procédure :

Prescription le : 10/02/2009

Approbation municipale le :

13. 10. 2009

Approbation préfectorale le :

Cachet de la mairie :



Signature :

TRIPLET PHILIPPE
GEOMETRE-EXPERT D.P.L.G.
D.E.S.S. URBANISME

57/ 59 Route de Lisieux
SAINT-GERMAIN-VILLAGE
B.P. 302 - 27500 PONT-AUDEMER
TEL : 02.32.41.12.23
FAX : 02.32.42.13.66

Triplet
Philippe
ORDRE DES
GEOMETRES-EXPERTS

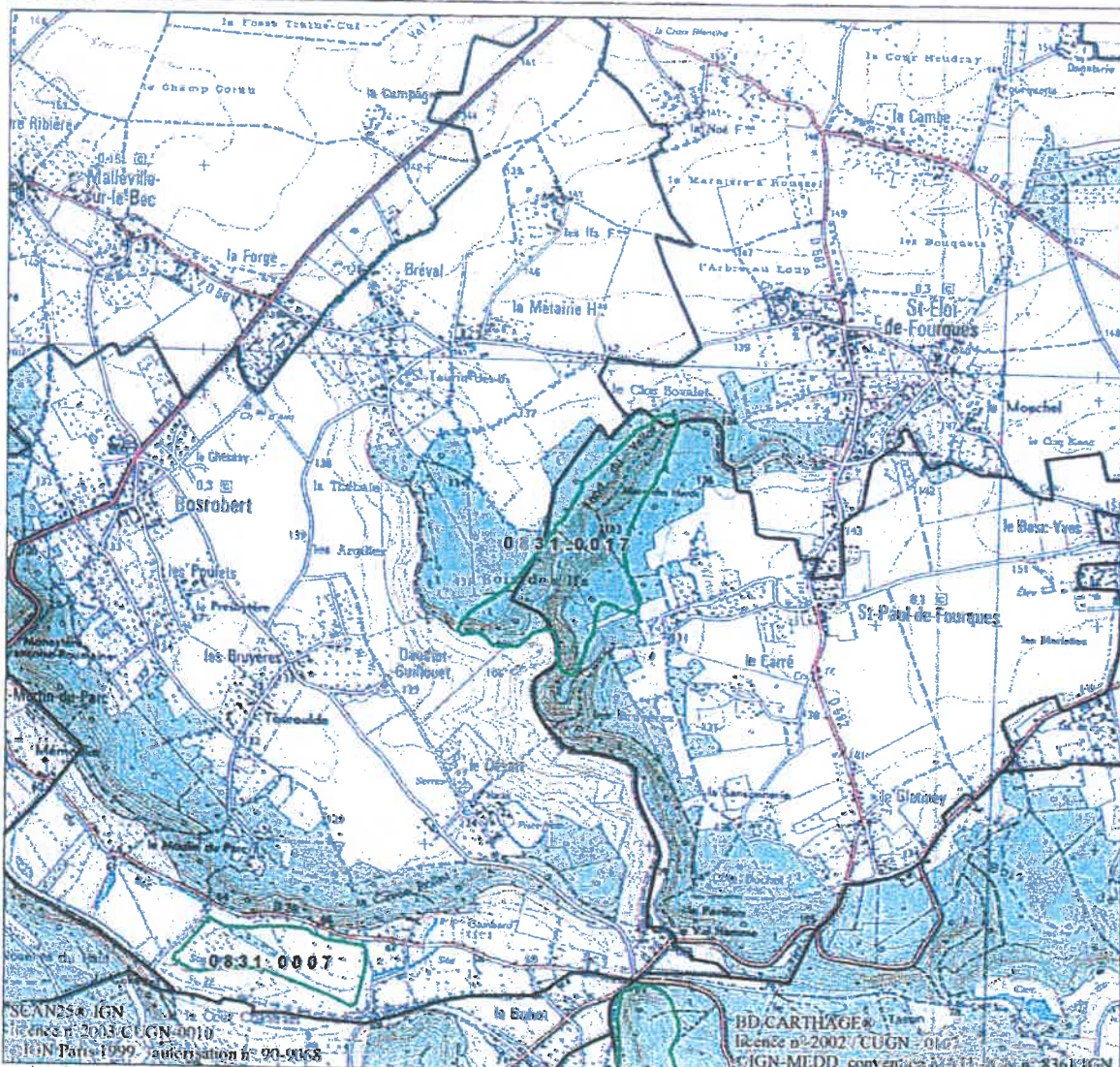
CARTE

de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique
de type I n° 0831.0017



230014563

LE BOIS DES IFS



SCAN250 IGN
révisé en 2003 CUGN-0010
IGN Paris 1999 autorisation n° 90-0068
carte présentée au 1/25 000 ème

BD CARTHAGE
licence n° 2002 CUGN-010
IGN-MEDD convention MATH n° 836/IGN

carte n° 399



LE BOIS DES IFS

Liste des communes concernées : BOSROBERT, SAINT ELOI DE FOURQUES, SAINT PAUL DE FOURQUES

Date de la description : 1989

Date(s) de mise à jour : 1990

Altitude minimum : 100 m - **Altitude maximum :** 130 m

Superficie : 39,28 ha

Typologie de la zone : Groupement boisé hors bois calcicole

Lithologie : SILEX OU MEULIÈRE, ARGILES, MARNES OU LIMONS, CRAIE

Activités sur la zone : AUCUNE ACTIVITÉ MARQUANTE

Mesures de gestion et de protection : INDETERMINÉ

Principaux intérêts : BOTANIQUE, PLANTES SUPÉRIEURES, PLANTES INFÉRIEURES, PRÉSENCES D'ESPÈCES RARES, BRYOPHYTES-PTÉRIDOPHYTES

Intérêt de la zone : Il s'agit d'un vallon forestier à dominance de syntaxons acidiphiles et hyper-acidiphiles, accueillant un cortège exceptionnel de bryophytes humicoles et saprologénicoles circumboréales orophytes. Deux espèces présentes sont protégées à l'échelon régional : *Bazzania trilobata* et *Barbilophozia attenuata*. De plus, le cortège lichénique est particulièrement riche. On a observé par exemple 16 espèces de cladonies. Le site abrite une espèce très rare : *Cladonia incrassata*, dont seulement deux stations sont connues en Haute-Normandie.

Evolution et proposition de gestion : Pour préserver la richesse en bryophytes et en lichens, il faut éviter la sylviculture "intensive".

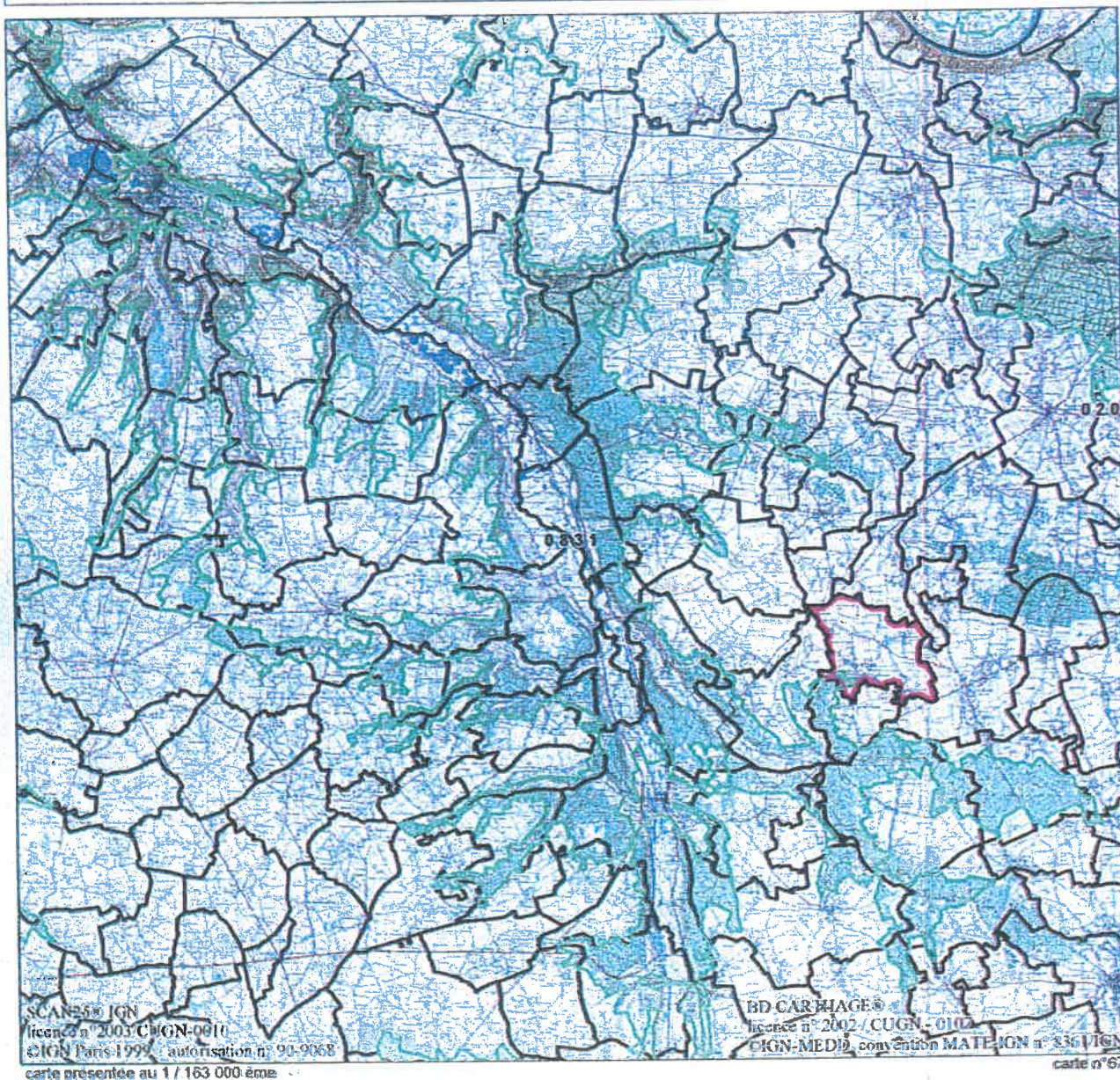
CARTE

de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique
de type II n° 0831



230009170

**LA VALLEE DE LA RISLE DE BRIONNE A PONT-AUDEMER,
LA FORET DE MONTFORT**



SCAN 250 IGN
licence n° 2003/010N-0010
©IGN Paris 1999, autorisation n° 20-9068
carte présentée au 1 / 163 000 ème

BD CARTE HAGE
licence n° 2002 / CUGN - 010
CIGN-MEDID, convention MATE-IGN n° 136/IGN
carte n°67

0 5 10 km

©DIREN Haute-Normandie 07-2003 adaptation des données IGN 1:50 000 et 1:25 000 IGN 02.02.80 35 67

LA VALLEE DE LA RISLE DE BRIONNE A PONT-AUDEMER, LA FORET DE MONTFORT

Liste des communes concernées : APPEVILLE-ANNEBAULT, AUTHOU, BERTHOUVILLE, BOISSEY LE CHATEL, BONNEVILLE APTOT, BOSC RENOULT EN ROUMOIS, BOSROBERT, BOUQUETOT, BOURNEVILLE, BRESTOT, BRETIGNY, BRIONNE, CALLEVILLE, CAMPIGNY, CAUVERVILLE EN ROUMOIS, COLLETOT, CONDE SUR RISLE, CORNEVILLE SUR RISLE, ECAQUELON, EPAIGNES, EPEGARD, ETREVILLE, FLANCOURT CATELON, FOURMETOT, FRANQUEVILLE, FRENEUSE SUR RISLE, GLOS SUR RISLE, HARCOURT, HECMANVILLE, ILLEVILLE SUR MONTFORT, LA HAYE DE CALLEVILLE, LA NEUVILLE DU BOSC, LA NOE POULAIN, LA POTERIE MATHIEU, LA PYLE, LE BEC HELLOUIN, LE GROS THEIL, LE TRONCO, LES PREAUX, LIEUREY, LIVET SUR AUTHOU, MALLEVILLE SUR LE BEC, MANNEVILLE SUR RISLE, MONTFORT SUR RISLE, NEUVILLE SUR AUTHOU, PONT AUDEMER, PONT AUTHOU, ROUGE PERRIERS, ROUGEMONTIERS, SAINT BENOIT DES OMBRES, SAINT CHRISTOPHE SUR CONDE, SAINT CYR DE SALERNE, SAINT ELOI DE FOURQUES, SAINT ETIENNE L'ALLIER, SAINT GEORGES DU VIEVRE, SAINT GERMAIN VILLAGE, SAINT GREGOIRE DU VIEVRE, SAINT JEAN DE LA LEQUERAYE, SAINT LEGER DU GENNETEY, SAINT MARTIN SAINT FIRMIN, SAINT NICOLAS DU BOSC, SAINT PAUL DE FOURQUES, SAINT PHILBERT SUR RISLE, SAINT PIERRE DE SALERNE, SAINT SIMEON, SAINT SYMPHORIEN, SAINT VICTOR D'EPINE, SAINTE OPPORTUNE DU BOSC, SELLES, THEILLEMENT, THIBOUVILLE, THIERVILLE, TOURVILLE SUR PONT AUDEMER, TOUVILLE, VALLETOT, VOISCREVILLE

Date de la description : 1987

Date(s) de mise à jour :

Altitude minimum : 10 m - Altitude maximum : 190 m

Superficie : 18763,95 ha

Typologie de la zone : Cours d'eau, Prairie humide, Pelouse calcicole, Bois calcicole, Groupement boisé hors bois calcicole, Etang

Lithologie : SABLES ET ALLUVIONS CALCAIRES, ARGILES, MARGES DU LINDOS

Activités sur la zone : AGRICULTURE, ELEVAGE, HABITAT DISPERSE, CENTRE URBAIN, INDUSTRIE OU EXPLOITATION, AUTOROUTE ET GRANDES ROUTES

Mesures de gestion et de protection : ZONE SOUMISE AU DRAINAGE

Principaux intérêts : ECOLOGIQUE, BOTANIQUE, FAUNISTIQUE, PAYSAGER

Intérêt de la zone : Il s'agit d'une vallée riche en milieux: marais, prairies humides, mégaphorbiaies, roseière, forêt, rivière, mares... Elle joue un rôle fonctionnel primordial. C'est un élément de diversité régional et une zone refuge pour la flore et la faune. De plus, elle a un rôle de régulation des facteurs climatiques (zone humide) et de protection contre l'érosion (forêt de Montfort). Ce site abrite de nombreuses espèces rares ou protégées. Signalons plus particulièrement la nidification du pic noir à Saint-Philbert-sur-Risle.

Evolution et proposition de gestion : La populeiculture, le drainage et l'abandon des prairies sont des menaces qui pèsent sur le site.

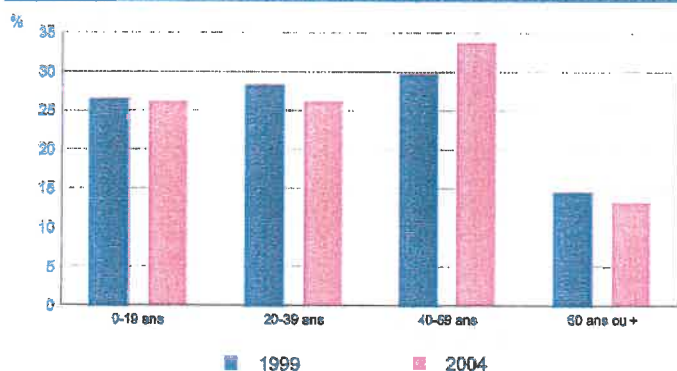
Population

	2004	1999
Population	419	420
Part des hommes (%)	49,9	51,7
Part des femmes (%)	50,1	48,3

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitations principales

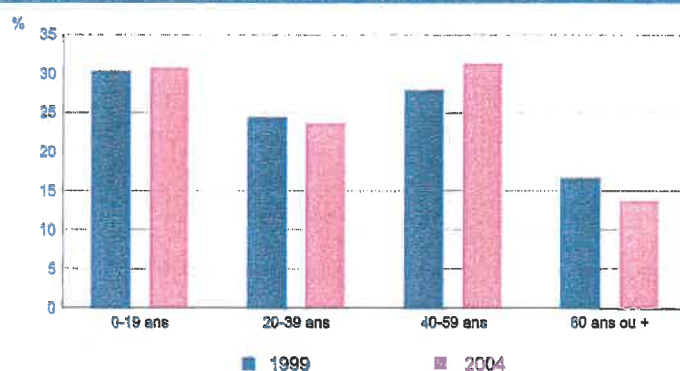
Depuis 1999, la population a diminué de 1 habitant, soit une baisse de 0,2%.

Répartition des hommes selon l'âge



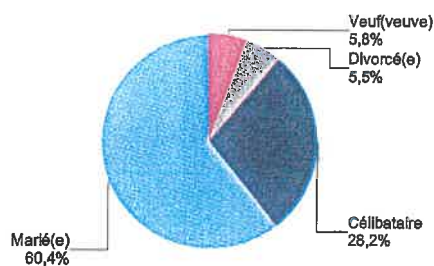
Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitations principales

Répartition des femmes selon l'âge



Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitations principales

Etat matrimonial en 2004 des 15 ans ou plus



Source : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
Exploitation principale

Lieu de résidence 5 ans auparavant

	2004
Personnes de 5 ans ou plus habitant 5 ans auparavant :	388
la même région (%)	92,0
la même commune (%)	70,1
le même logement (%)	66,0
une autre région ou à l'étranger (%)	8,0

Source : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
Exploitation principale

Type d'activité

	2004	1999
Population	419	420
Actifs	226	200
Actifs occupés (%)	48,4	40,0
Chômeurs (%)	5,5	7,6
Inactifs	193	220
Retraités ou pré-retraités (%)	13,4	14,8
Elèves, étudiants, stagiaires non rémunérés (%)	7,6	10,2
Autres inactifs (%)	25,1	27,4

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitations principales

Population active

	2004	1999
Population active (15-64 ans)	225	200
Population active occupée	203	168
Chômeurs	22	32
Taux d'activité (%)	80,4	70,7
Taux de chômage (%)	9,8	16,0

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitations principales

Composition des ménages

	2004	1999
Nombre de ménages	154	142
Part des ménages d'une personne (%)	16,2	14,8
Part des ménages dont la personne de référence est active (%)	72,1	66,9
Nombre moyen de personnes par ménage	2,7	3,0

Depuis 1999, la commune compte 12 ménages supplémentaires, soit une augmentation de 8,5%.

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004 - RP99 - Exploitations principales

Catégories de logements

	2004	1999
Ensemble des logements	178	168
Résidences principales	154	142
Part dans l'ensemble des logements (%)	86,5	84,5
Résidences secondaires et logements occasionnels	14	19
Logements vacants	10	7

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitations principales

La commune compte 10 logements de plus qu'en 1999, ce qui représente une augmentation de 6,0%.

Parc des résidences principales

	2004	1999
Ensemble des résidences principales	154	142
dont		
- part des maisons (%)	98,7	99,3
- part des appartements (%)	0,0	0,0

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitations principales

Caractéristiques des résidences principales

	2004	1999
Ensemble des résidences principales	154	142
Part des propriétaires (%)	87,7	82,4
Part des locataires (%)	11,0	14,1
Part des résidences principales achevées avant 1949 (%)	39,6	43,7
Part des résidences principales achevées depuis 1999 (%)	9,7	///

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004 - RP99 - Exploitations principales

Ancienneté d'emménagement

	2004
Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale :	
- depuis moins de 5 ans (%)	29,9
- de 5 à 9 ans (%)	18,8
- 10 ans ou plus (%)	51,3
Ancienneté moyenne d'emménagement (années)	16

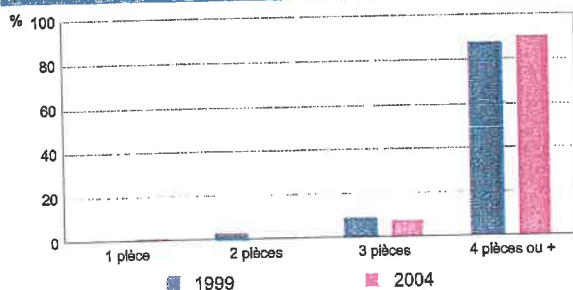
Source : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
Exploitation principale

Equipement des ménages

	2004	1999
Nombre de ménages	154	142
Part des ménages occupant un logement équipé d'une installation sanitaire (%)	100,0	97,9
Part des ménages disposant au moins d'une voiture (%)	92,2	92,3

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004 - RP99 - Exploitations principales

Nombre de pièces des résidences principales



Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitations principales

Nombre moyen de pièces

	2004	1999
Nombre moyen de pièces par résidence principale	5,2	5,0
Nombre moyen de pièces par maison	5,2	5,0
Nombre moyen de pièces par appartement	///	///

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004
RP99 - Exploitations principales



LE RISQUE DE TRANSPORT DE MARCHANDISES DANGEREUSES (TMD)



Les transports de marchandises dangereuses (TMD) sont en général peu impliqués dans les accidents majeurs car ils sont entourés d'un maximum de mesures de précaution et font l'objet d'une attention constante. Toutefois le risque est bien réel, et les écarts par rapport aux consignes de sécurité et de prévention, peuvent avoir des conséquences graves sur les personnes, les biens ou l'environnement.

De nombreuses marchandises dangereuses traversent notre département tous les jours que ce soit sur routes ou autoroutes, sur rails, par avion, sur la Seine ou encore par canalisations. Ces marchandises dangereuses peuvent, par leurs propriétés physiques ou chimiques, ou par la nature des réactions qu'elles sont susceptibles de mettre en œuvre, entraîner des conséquences graves pour la population, l'environnement et les biens.

Afin de gérer au mieux ce risque, une réglementation sévère est en place depuis de nombreuses années. Elle permet la mise en œuvre d'actions de protection et de prévention. En parallèle, des études de dangers ou de sécurité et des contrôles, des prescriptions sur les matériels, de la signalisation, des règles de circulation très précises, de la formation pour les intervenants et l'élaboration de plans de secours complètent le dispositif réglementaire.

Que faire pour se prémunir d'un accident impliquant un transport de marchandises dangereuses ?

- Savoir identifier un convoi de marchandises dangereuses : les panneaux et les pictogrammes apposés sur les unités de transport permettent d'identifier le ou les risques générés par la ou les marchandises transportées.
- Connaître les risques et les consignes.

Que faire en cas d'accident de transport de marchandises dangereuses ?

Si vous êtes témoin d'un accident TMD

- Protéger : pour éviter un sur-accident, baliser les lieux du sinistre avec une signalisation appropriée, et faire éloigner les personnes à proximité. Ne pas fumer.
- Donner l'alerte aux sapeurs-pompiers (18 ou 112), à la police ou la gendarmerie (17 ou 112) et, s'il s'agit d'une canalisation de transport, à l'exploitant dont le numéro d'appel 24h/24 figure sur les balises.

En cas de fuite de produit :

- Ne pas toucher ou entrer en contact avec le produit (en cas de contact : se laver et si possible se changer).
- Quitter la zone de l'accident : s'éloigner si possible perpendiculairement à la direction du vent pour éviter un possible nuage toxique.
- Rejoindre le bâtiment le plus proche et se confiner (les mesures à appliquer sont les mêmes que les consignes générales).
- S'il y a des victimes, ne pas les déplacer, sauf en cas de péril imminent (incendie...) et s'éloigner rapidement de la zone.
- Dans tous les cas, se conformer aux consignes de sécurité diffusées par les services de secours.

Que faire après l'accident ?

- Si vous vous êtes mis à l'abri, aérez le local à la fin de l'alerte diffusée par la radio.
- Contacter son assureur en cas de sinistre

Pour en savoir plus :



Préfecture de l'Eure, direction de la sécurité : 02.32.78.27.27
 Direction départementale de l'équipement : 02.32.29.60.60
 Direction régionale de l'équipement (DRE) : 02.32.
 D.R.I.R.E. ROUEN : 02.32.52.32.00
 D.R.I.R.E. groupe de subdivisions de l'Eure, ANGERVILLE-LA-CAMPAGNE : 02.32.23.45.70
 Mairie de votre domicile



Site internet de la Préfecture de l'Eure : www.eure.pref.gouv.fr
 Site internet de la direction départementale de l'équipement de l'Eure :
www.eure.equipement.gouv.fr
 Site internet de la direction régionale de l'équipement www.seine-maritime.equipement.gouv.fr
 Site internet de la direction régionale de l'industrie et de la recherche de Haute-Normandie :
www.haute-normandie.drir.gouv.fr
 Site internet du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables :
www.prim.net



Pour en savoir plus sur :
 Les transports de marchandises dangereuses : www.prim.net
 Ressources sur la réglementation des TMD : www.transports.equipement.gouv.fr
 Bilan chiffré de l'évolution des accidents mortels impliquant le TMD par fer, route, pipe-line et
 voie fluviale ou maritime de 1992 à 2004 : <http://aria.ecologie.gouv.fr>

CANALISATION DE TRANSPORTS ; RISQUES TECHNOLOGIQUES

Plusieurs canalisations de gaz naturel traversent le territoire de la commune de Saint-Eloi-de-Fourques. Ces canalisations de transport de gaz sont exploitées par GRT Gaz (agence Paris Normandie, 16, rue Henri Rivière, BP 1236, 76177 ROUEN Cedex 1).

Au-delà des servitudes attachées à la construction et à l'entretien de ces canalisations, la prise en compte des risques liés au gaz transporté a été établie par la nouvelle réglementation de 2006.

Dans le cadre de cette réforme législative et réglementaire engagée pour cette catégorie d'installation, des mesures spécifiques de maîtrise des risques ont été pour certaines définies et pour d'autres renforcées grâce à un arrêté et une circulaire du 4 août 2006, selon 3 axes :

- Le contrôle de la construction des canalisations de transport neuves et la surveillance de celles qui sont déjà en service ;
- L'encadrement des travaux réalisés dans leur voisinage ;
- Le contrôle du développement de l'urbanisation de part et d'autre de leur tracé.

Une de ces mesures précise les modalités d'application de l'article L. 121-2 du code l'urbanisme, en ce qui concerne l'obligation pour le préfet de porter à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations nécessaires à l'exercice de leurs compétences en matière d'urbanisme, et notamment les études techniques dont il dispose en matière de prévention des risques et de protection de l'environnement.

Elle vient en complément aux efforts importants imposés aux transporteurs en matière de renforcement du niveau de sécurité des canalisations qu'ils exploitent, notamment en ce qui concerne les tronçons situés en zone urbanisée ou dans un environnement sensible.

La démarche de porter à connaissance nécessite au préalable la réalisation d'une étude de sécurité pour la canalisation décrite ci-dessus, étude que le transporteur concerné est actuellement en train d'effectuer conformément aux articles 5 et 19 de l'arrêté susmentionné du 4 août 2006.

Dans l'attente de cette étude de sécurité, l'exploitant de ces canalisations a d'ores et déjà transmis des distances de dangers génériques pour les effets redoutés. Ces distances correspondent aux effets irréversibles (Z_{EI}), premiers effets létaux (Z_{PEL}) et effets létaux significatifs (Z_{ELS}). Pour les canalisations considérées, les distances suivantes sont à prendre en compte de part et d'autre de l'axe des canalisations :

Zone d'effet	Z_{ELS}	Z_{PEL}	Z_{EI}
Distance (m) pour la canalisation de diamètre DN150 et pression 67,7 bars	20	30	45
Distance (m) pour la canalisation de diamètre DN100 et pression 67,7 bars	10	15	25

Les distances d'effets génériques mentionnées dans le tableau ci-dessus sont susceptibles d'être modifiées par l'étude de sécurité en certains points singuliers identifiés le long du tracé des canalisations.

Les précautions suivantes concernant les activités et les projets au voisinage de ces ouvrages sont à prendre en compte :

- de manière permanente, être attentif à tous travaux (notamment terrassement, fouille, forage, enfoncement, décapage,...) prévus ou engagés à proximité de la canalisation, qui doivent être précédés des procédures de demande de renseignement (DR) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) définies par le décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et par son arrêté d'application du 16 novembre 1994. Conformément à l'article 3 du décret et à l'article 5 de l'arrêté, le maire tient à la disposition du public (et donc notamment, des entreprises prévoyant des travaux) le plan de zonage de la canalisation qui lui a été fourni par le transporteur concerné ;